Communiqué de presse conjoint (MEDEF, Confindustria, BDI) à l'occasion du deuxième Forum économique trilatéral 5-6 novembre 2020

Publié le 5 novembre 2020

Nous, présidents des trois plus grandes organisations professionnelles de l'Union européenne et des fédérations membres de BusinessEurope, sommes profondément préoccupés par les ramifications sociales, économiques et politiques de la pandémie. La deuxième vague de la crise de la Covid-19 frappe à nouveau la santé publique, le bien-être social et l'activité économique de nos pays. Elle nécessite des décisions fortes, urgentes et coordonnées pour relever les défis collatéraux tels que la lutte contre la pauvreté.

Nous appelons aujourd'hui nos gouvernements à mettre en place des projets communs de relance pour promouvoir la solidarité, la croissance verte et la numérisation, par le biais d'investissements privés et publics. Nous appelons nos dirigeants à mettre en œuvre de toute urgence tous les éléments du plan de relance européen, afin de limiter les incertitudes pour les entreprises.

Nous demandons à l'Union européenne d'intensifier la coopération entre les États membres en matière de politique sanitaire, afin d'instaurer des critères communs pour évaluer la situation de l'épidémie, des règles communes aux frontières, la coopération hospitalière pour le traitement des patients et la recherche sur les traitements et les vaccins.

L'Union européenne doit garantir, en coordination avec les États membres, et la Banque Centrale Européenne, la solidarité entre les pays européens afin qu'aucun ne soit laissé pour compte. Elle doit coordonner les règles relatives aux déplacements et à la circulation des biens et des services pour garantir le bon fonctionnement du marché unique ainsi que les conditions d'une concurrence loyale et la protection des chaînes logistiques européennes, dans un cadre sanitaire stabilisé.

Geoffroy Roux de Bézieux, président du Medef :
« *La deuxième vague de la crise de la Covid-19 frappe à nouveau durement nos pays et de nombreux secteurs déjà fragilisés sont en péril. Nos entreprises continueront d'assumer toutes leurs responsabilités. Elles poursuivront le développement des mesures strictes pour empêcher la propagation du virus sur les lieux de travail, en protégeant leurs salariés comme les consommateurs, et pour limiter les impacts économiques de la pandémie et ainsi préserver l'emploi. Mais la crise risque d'être longue. Aussi, nous demandons à nos gouvernements de mettre en place un système clair et lisible qui assure la protection de la santé de nos concitoyens tout en leur permettant de travailler. La restriction brutale de nos activités ferait courir à nos pays un double risque : économique et social, au détriment des plus vulnérables mais aussi sanitaire, avec des pertes de ressources budgétaires qui affecteraient le fonctionnement efficace de nos services de santé. Tout doit être fait pour préserver le tissu productif. Il est impératif que les activités économiques, production et commerces, ainsi que les écoles, puissent rester ouvertes.* »

Carlo Bonomi, président de la Confindustria :
« *L'impact de la crise de la Covid-19 sur les économies et sur l'emploi durera des années. L'objectif principal doit être de restaurer la confiance et de relancer l'activité économique le plus rapidement possible. Nous exhortons nos dirigeants à mettre œuvre un plan de relance massif établissant des programmes de réformes et d'investissements ambitieux, intégrant des projets à dimension nationale et à dimension européenne. Des règles simples et stables*

doivent être mises en place pour rendre ces programmes efficaces. Un cadre européen flexible pour les aides d'État, permettant aux États membres de soutenir et de financer la reprise au niveau national, est absolument nécessaire. »

Dieter Kempf, président du BDI :
« *Nous devons maintenant lancer les grands projets d'investissement qui généreront croissance et transformation dans les prochaines années. Une coordination étroite entre l'Italie, la France et l'Allemagne sur des objectifs communs tels que la transition énergétique et la souveraineté numérique en Europe doit y contribuer. La mise en place d'un marché européen intégré de l'hydrogène est une priorité absolue. En outre, l'UE devrait unir ses forces pour faire de la nouvelle fédération européenne du cloud Gaia X un succès. Nous soutenons fermement la création de nouveaux projets d'intérêt commun européen sur l'hydrogène, la microélectronique et d'autres chaînes de valeur stratégiques identifiées par la Commission européenne.* »

La BDI, la Confindustria et le Medef, continueront à travailler ensemble ; également au sein de BusinessEurope, afin de contribuer à la définition de mesures et de politiques au niveau européen et national, de favoriser la relance de l'économie européenne et de défendre la compétitivité de nos entreprises au niveau mondial.